



Juin 2026

SOMMAIRE

Céréales et Oléagineux

- **Blé tendre : Rebond des marchés dans la perspective d'une prochaine récolte mondiale en retrait**
- **Maïs : la récolte mondiale se tasse, un net recul en France**
- **Orge : un bilan mondial encore incertain**
- **Blé dur : le rebond de 2025 ne masque pas les tensions à venir**
- **Tournesol : vers une récolte mondiale record ?**
- **Colza : des prix tirés par l'énergie malgré une offre abondante**
- **Soja : le paradoxe de l'abondance face au choc énergétique**
- **Protéagineux : une balance UE globalement stable pour 2026**

Sucre

- **Betteraves : des excédents mondiaux attendus, des prix en repli**

Intrants et France

- **Intrants : un marché captif des tensions géopolitiques**
- **Conditions de culture**

Marchés bio : Vers une sortie de crise pour les céréales biologiques ?

EDITORIAL



CÉRÉALES PAR GROS TEMPS (DE GUERRE)

On savait depuis plusieurs années que le métier d'agriculteur, de producteur de céréales en l'occurrence, était appelé à se modifier. Avec les risques climatiques, avec les accords de libre-échange, avec les réglementations environnementales, l'agriculteur devait hausser son niveau de formation, être à la fois climatologue, gestionnaire financier, agronome, vétérinaire parfois... Son adversaire, jusqu'ici le plus redouté, était bien-sûr le climat, la succession plus ou moins prévisible de sécheresses et de pluviométrie excessive. Il lui fallait également incorporer dans sa stratégie économique des projets de diversification – au cas où –, des modes de calculs précis quant à ses investissements en moyens digitalisés de production, évaluer ses sources de financement et ciseler ses arguments pour que le banquier lui accorde le prêt idoine.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, et maintenant de la guerre en Iran, produire devient une aventure dont l'agriculteur ignore quasi-totalement l'issue. Il n'a aucune certitude sur le retour sur investissement escompté. Les risques habituels, plus ou moins maîtrisés, se transforment désormais en incertitude, dont les économistes savent bien, depuis les travaux novateurs du théoricien américain Frank Knight (1885-1972), qu'elle n'est pas probabilisable, et par conséquent non maîtrisable. Produire relève donc du défi dans un monde en instabilité chronique, traversé par des guerres, par une polycrise.

Dépendances, quand tu nous tiens.

C'est la particularité des conflits en cours que d'avoir mis au jour les dépendances d'un pays comme la France et de ses agriculteurs. Pétrole et gaz, ce n'est guère nouveau depuis les années 1970 avec ses deux chocs pétroliers. C'est au tour des engrais que de rappeler aux producteurs qu'ils en dépendent crucialement, pour préserver les rendements céréaliers, avec quelques variantes selon le type de culture (blé versus tournesol par exemple). Et c'est précisément ce qui a surgi depuis le mois de février 2022, puis avec le déclenchement du conflit en Iran.

Edito (suite)

Les agriculteurs, les céréaliers en particulier, naviguent à vue, pris entre l'incertitude des prix, la disponibilité des volumes d'intrants, et, in fine, les yeux rivés sur leur marge. Une marge qui en principe doit couvrir les autres charges de structure (cotisations sociales, fermage...). Car ces dépendances coûtent, tant en monnaie qu'en incertitude. Les producteurs de COP en savent quelque chose. Après une année 2022 exceptionnelle à en juger par le niveau du Résultat courant avant impôt (RCAI), la chute a été rude, abyssale, pour ce même RCAI en 2023 (-83% par rapport à 2022) et en 2024 (-76% par rapport à 2023). La flambée du prix du blé en 2022, indissociable de la guerre en Ukraine et en raison du poids des deux belligérants sur le marché mondial des COP, avait permis d'absorber assez facilement la hausse des coûts des intrants, énergie, engrais et amendements.

Des intrants dont la France – et, par extension, l'UE27 – est dépendante du reste du monde pour s'approvisionner et pour apporter aux producteurs de quoi préserver les rendements, et à l'arrivée le rang céréalier de la France dans le monde. A ne retenir que l'exemple de l'urée, l'Égypte, la Russie et l'Algérie forment le triumvirat des fournisseurs fondamentaux de la France.

Guerre en Iran, le choc.

C'était sans compter sur l'animosité du Président Trump envers tout ce qui peut faire de l'ombre à une puissance américaine, dont il lui faudra pourtant bien admettre qu'elle est déclinante. En s'attaquant à l'Iran, les Etats-Unis ont largement sous-estimé la capacité de nuisance de Téhéran. La fermeture du célèbre Détroit d'Ormuz, par où transite plus de 20% du pétrole, et plus d'un tiers des engrais, engendre de graves incertitudes sur les approvisionnements et sur les prix.

Car entre l'affaiblissement du prix de la tonne de blé sous l'influence d'une offre mondiale abondante, et la nouvelle hausse des prix des intrants, la marge de l'exploitant agricole fond comme neige au soleil. Précisons ce point. Le cours du blé à la tonne se situe depuis le début de l'année aux alentours de 195€, loin de la moyenne de 2025 où il a atteint 235€. Le maïs et le colza affichent des prix mieux orientés comparativement au blé tendre. Avec le blocage d'Ormuz, le prix de l'urée a grimpé de 410 à 820€ la tonne (prix au 5 mai 2026), soit un doublement en quelques semaines.

Dans la mesure où le baril s'envole – on était à 113 dollars le 5 mai – le prix du GNR (gazole non routier) est passé de 1,1 à 1,9 € le litre. De quoi faire frémir les producteurs, qui prennent la mesure des hausses allant de 40 à 60 % pour les hydrocarbures et les engrais depuis février 2026, et du contraste avec celle, modeste, du blé, qui atteint péniblement les 8%, entre la veille de la guerre en Iran et aujourd'hui.

Difficile par conséquent de se projeter dans l'avenir avec un prix aussi dérisoire, et des coûts qui s'accroissent. En engrais, les prix étaient déjà orientés à la hausse depuis le dernier trimestre 2025, avec les taxes à l'importation sur les engrais russes, et avec l'introduction du MACF. A observer la moyenne des rendements nationaux sur cinq ans, on se demande bien comment les exploitations COP vont pouvoir tenir. Le colza pourrait faire figure d'exception, puisque son cours avoisine les 500 € la tonne.

Des réponses, mais lesquelles ?

Une telle instabilité, de tels déséquilibres sur les marchés, ouvrent la voie à un questionnement sur le type de soutien qu'il conviendrait d'adopter, de réhabiliter, pour empêcher l'EBE et le RCAI de poursuivre leur dévissage. Déployer un tel questionnement c'est faire comprendre que la libéralisation de l'agriculture, enclenchée au début de la décennie 1990, a échoué. La perméabilité des marchés des COP aux guerres, aux tensions géopolitiques et énergétiques, en occasionnant autant de dégâts économiques, a réhabilité à elle seule l'impératif d'un soutien européen dans le cadre de la PAC, et les agriculteurs en expriment la demande. Un défi pour l'UE, arc-boutée sur sa logique libérale, posture idéologique sur laquelle se greffe la complexité du financement de ces soutiens.

D'autres considèrent que la stratégie visant à intensifier les usages non alimentaires des COP, en développant par exemple les agro ou biocarburants, est à examiner pour sortir de l'ornière. Une guerre en Iran qui, par ses effets en cascade, parvient à fragiliser encore un peu plus le secteur agricole, à le faire douter quant à son avenir, et qui n'avait pas vraiment besoin de ce contexte anxigène et périlleux.



BLÉ TENDRE : REBOND DES MARCHÉS DANS LA PERSPECTIVE D'UNE PROCHAINE RÉCOLTE MONDIALE EN RETRAIT

Face à une production 2025/2026 record et des stocks élevés, le prix du blé restait depuis le début de l'année proche des 195 €/t sur Euronext.

Le début de la guerre en Iran fin février est venu « réveiller » les marchés et raffermir un peu le prix du blé, même si, comme indiqué dans l'édito, la hausse de l'ordre de 15€/t est restée limitée par rapport à d'autres productions et est bien loin de celle observée sur les intrants. La volatilité s'est par ailleurs accrue, avec des cotations qui oscillent au gré des annonces du président des Etats-Unis (réouverture du détroit d'Ormuz, hausse des exportations vers la Chine...), ou de la parité €/\$.

Dernièrement, c'est le rapport mensuel du mois de mai de l'USDA qui est venu apporter du mouvement sur le marché du blé : en lien avec le mauvais état des cultures américaines pénalisées par le gel hivernal et la sécheresse récente (blés d'hiver notés au 18/05 à 27 % comme « bons à excellents », contre 54 % en 2025 et 42 % en moyenne 5 ans), la production de blé US 2026 chuterait de -21% à 42,5 Mt. Combinée à une baisse de la production chez les autres grands pays exportateurs (UE, Russie...), la production mondiale à venir reculerait de -25 Mt (-44 Mt pour les 7 principaux exportateurs).

Au niveau UE, les 1ères estimations de la Commission, datant d'avril dernier, évaluent la production de blé 2026 à 127 Mt, en retrait de près de -6% / 2025, mais dans la moyenne des 5 dernières années. Une légère reprise des exportations (29,6 Mt contre 27 Mt en 2025/2026) et un maintien des autres postes de consommation amènerait une légère diminution des stocks (-2 Mt soit -12%) sur la fin de la campagne 2026/2027.

En France, sur la campagne en cours, les exportations de blé laissent apparaître une dynamique satisfaisante et se situent dans la moyenne des 5 dernières années : 11,6 Mt sur les 9 derniers mois écoulés, avec une forte progression des exports vers le Maroc, face au retrait de l'Algérie. Malgré cela, le stock de fin 2025/2026 devrait être élevé, à hauteur de 3,3 Mt (+32% / année précédente). Pour la récolte à venir, les surfaces sont estimées en légère progression par AGRESTE (4,6 Mha, + 2,6%). Toutefois, malgré les pluies favorables des dernières semaines et les conditions de culture jugées « bonnes à excellentes » à hauteur de 80 % (contre 73 % en 2025) par FranceAgriMer au 11/05, les prévisions de rendements de la Commission européenne sont en retrait / moisson 2025, anticipant ainsi une baisse de la production hexagonale de l'ordre de -3%.

Prix du blé meunier en France



Contact : Guillaume Heyman
CRA Grand Est



MAÏS : LA RÉCOLTE MONDIALE SE TASSE, UN NET REcul EN FRANCE

Selon les derniers rapports du CIC (avril) et de l'USDA (mai), la production mondiale de maïs devrait rester autour de 1,3 milliard de tonnes en 2026/2027, en retrait de 24 Mt (-1,8%) par rapport au niveau historique atteint en 2025/2026, mais supérieure de 5 % par rapport aux deux campagnes précédentes. La production des USA serait en retrait de 6%, à 406 Mt contre 432 Mt en 2025/2026, alors qu'elle augmenterait au Brésil de 4 Mt, à 139 Mt. Avec une légère progression de la consommation en 2026/2027, les stocks finaux devraient baisser de 15 Mt. Selon l'USDA, les exportations des États-Unis pourraient baisser de 25 Mt au profit des exportateurs sud-américains.

La production de maïs de l'UE à 27 devrait s'élever à 61,4 Mt (FAM, mai 2026) et revenir au niveau de la moyenne quinquennale. Selon la Commission UE, il s'agit d'une estimation précoce, donc fragile.

En France, les dernières prévisions de récolte de FranceAgriMer ne prennent pas en compte la baisse de 11% des surfaces de maïs grain (Agreste - 12/05/2026) : la production devrait donc plutôt être en retrait de 2,2 Mt et s'élever à 11,6 Mt (-16%), ce qui en fait une des plus mauvaises récoltes de la décennie.

FranceAgriMer prévoit, en face de cette baisse de la production, un recul de la consommation de 350 000 t, dont 100 000 t en alimentation animale, et une réduction des exportations de 300 000 t. Les stocks se réduisent de 250 000 t.

Prix du maïs en France



Dans un contexte de consommation mondiale record et de risques sur les semis et les rendements pour la prochaine récolte (tensions sur le prix des engrais et de l'énergie, voir l'édito), le scénario le plus probable est une remontée des prix à la production au-dessus des 200-220 €/t. Et il n'est pas impossible non plus que ces prix connaissent, dans un marché hautement spéculatif, des variations plus importantes aux inévitables annonces de baisses d'emblavements et/ou de rendements.

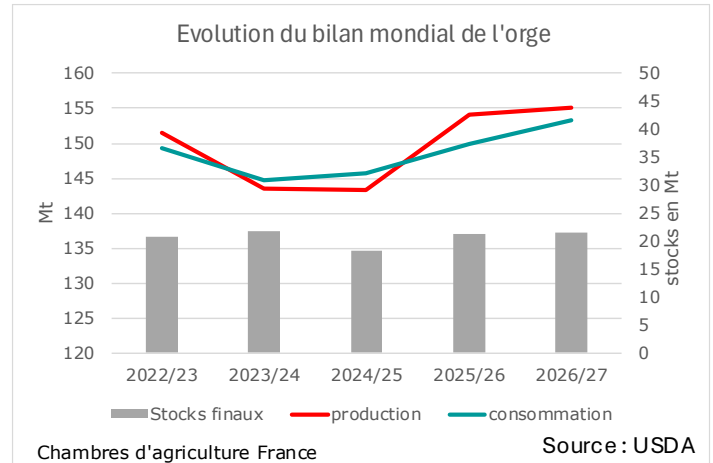
Contact : Frank Michel
CRA Nouvelle-Aquitaine



ORGE : UN BILAN MONDIAL ENCORE INCERTAIN

La campagne qui se termine a permis de reconstituer les stocks mondiaux d'orge, après une campagne 2024-2025 relativement tendue. Deux exportateurs ont particulièrement renforcé leur présence sur le marché mondial : l'Union européenne et l'Australie, grâce à une augmentation de leurs productions. La demande élevée des principaux importateurs, Chine et Arabie Saoudite, mais aussi celle de la Turquie et de la Jordanie, a permis de maintenir des prix d'orge relativement soutenus par rapport aux autres céréales, par moments supérieurs à ceux du blé meunier. Le prix moyen de l'orge fourragère rendu Rouen a néanmoins perdu 5 à 10 €/t par rapport à la campagne précédente.

Les premières projections concernant la campagne 2026-2027 sont assez divergentes entre les sources. Si les stocks de début de campagne sont estimés en hausse par l'USDA comme par le CIC (+2,9 à +5,3 Mt), les estimations de production sont assez variables, comprises entre 147,1 et 155 Mt, soit des écarts de -7,7 à +0,8 Mt par rapport à l'an dernier. La production des principaux exportateurs est attendue en baisse, après les récoltes abondantes de 2025, mais certains importateurs anticipent des productions en nette hausse. C'est le cas du Maroc qui pourrait voir sa production augmenter de 1,5 Mt, mais aussi de la Turquie (+3,2 Mt). Les deux organismes, CIC et USDA, tablent sur une progression de la consommation mondiale (entre +0,5 et +3,4 Mt).



Etant donnée la répartition de la production entre importateurs et exportateurs, les échanges sont estimés en baisse de 4,4 Mt par l'USDA, à 28 Mt, soit le volume le plus faible depuis sept ans.

La tension d'un bilan se mesure, entre autres, par le niveau des stocks. Or, ceux-ci sont estimés stables par l'USDA, et en baisse de 3 Mt par le CIC. Les résultats des récoltes à venir donneront de premiers éléments pour affiner cette première esquisse du bilan mondial.

**Contact : Clarisse Bonhomme
CdAF**

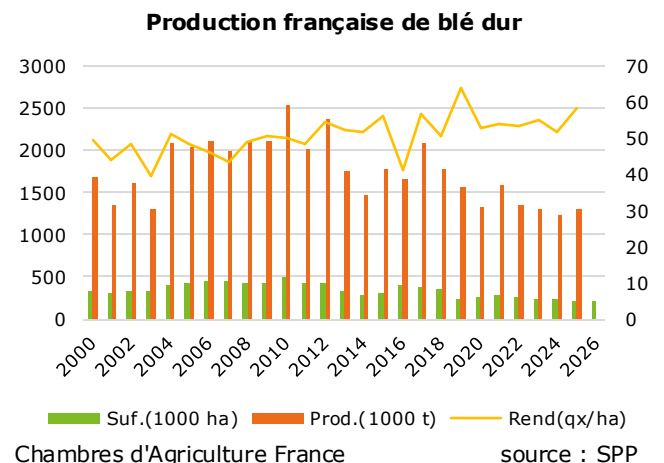


BLÉ DUR : LE REBOND DE 2025 NE MASQUE PAS LES TENTIONS À VENIR

La production française de blé dur rebondit en 2025 à 1,3 Mt (+4,7%), portée par une nette amélioration des rendements (58,4 q/ha, +13%), malgré un fort recul des surfaces emblavées (-7,4%) et des épisodes de sécheresse aux effets inégaux selon les régions. La production demeure toutefois inférieure d'environ 5 % à sa moyenne quinquennale. Les perspectives 2026 restent fragiles : la sole de blé dur d'hiver se stabiliserait autour de 0,2 Mha, à un niveau historiquement bas, et les conditions météorologiques demeurent le principal aléa pour la campagne à venir.

À l'échelle européenne, la tendance est similaire. La production s'établit à 8,1 Mt pour la campagne 2025/26, en retrait de 7,8% sur un an, bien que 8% au-dessus de la moyenne quinquennale. Pour 2026/27, la Commission européenne anticipe une contraction sensible des stocks de fin de campagne à 11 Mt (contre 14,7 Mt en 2025/26), dans un contexte d'objectifs d'exportation ambitieux fixés à 30 Mt, mais de débouchés incertains, notamment en direction du Maroc et de la Turquie.

Au niveau mondial, la situation apparaît plus favorable. Selon le Conseil international des grains (CIG), la production mondiale de blé dur atteint en 2025/26 un pic de neuf ans à 38,3 Mt (+3,7%),



portée par un record russe à 2,1 Mt, et devrait se maintenir à ce niveau en 2026/27, avec des évolutions contrastées selon les pays producteurs. Par ailleurs, la consommation progresse vers un sommet décennal à 37,3 Mt (+2,3%), tandis que les stocks de clôture atteignent leur plus haut niveau en huit ans à 10,2 Mt (+11,4%). Toutefois, dans ce contexte d'offre abondante, les échanges mondiaux reculent à un plancher de cinq ans à 8,2 Mt (-4,4%), avec des importations de l'UE estimées à 2 Mt (+11,1 %) et des exportations canadiennes en repli à 5,2 Mt (-3,7%).

**Contact : Zeineb Cherif
CdAF**

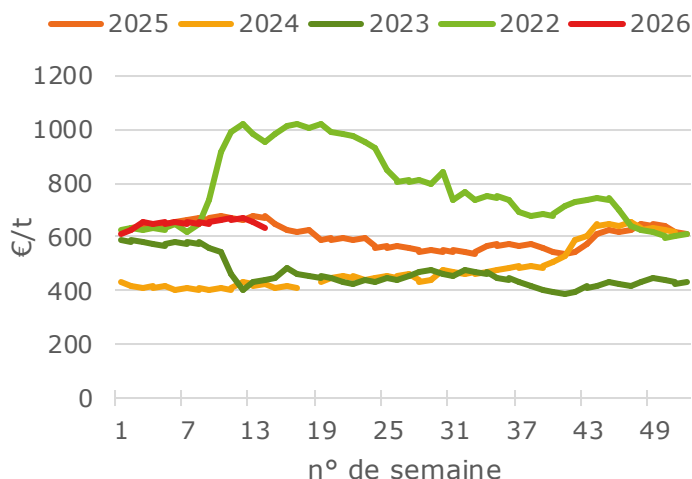


TOURNESOL : VERS UNE RÉCOLTE MONDIALE RECORD ?

Les surfaces françaises de tournesol sont estimées par Agreste à 717 000 ha, soit une progression de +4,7 % par rapport à l'année dernière. Les niveaux de prix peu dynamiques des céréales et les tensions sur les marchés des engrais renforcées par la guerre au Moyen-Orient pourraient avoir conduit les agriculteurs à se tourner vers les oléagineux plutôt que vers les céréales, comme en témoigne le recul des surfaces de maïs. Le phénomène s'applique également aux autres pays de l'Union européenne (+3 % de surfaces de tournesol en un an selon Agreste).

Les prix de la graine de tournesol se situent à des niveaux proches de ceux de l'année précédente. Toutefois, les perspectives de récolte mondiale record avancées par l'USDA pourraient peser sur les prix (61,8 millions de tonnes pour 2026/2027 soit quasiment +13%), à moins que la demande mondiale en huiles ne poursuive sa progression. Les principaux pays producteurs verraient leur production augmenter grâce à la progression des surfaces (et des rendements pour la région de la mer Noire, permettant ainsi à l'Ukraine de retrouver des niveaux de production plus proches de l'historique après une campagne 2025/2026 perturbée par des conditions climatiques trop humides).

Cotation de la graine de tournesol rendu Bordeaux (en €/t)



2559 - Chambre d'Agriculture France
Source : Commission européenne

Contact : Marine Raffray
CDAF



COLZA : DES PRIX TIRÉS PAR L'ÉNERGIE MALGRÉ UNE OFFRE ABONDANTE

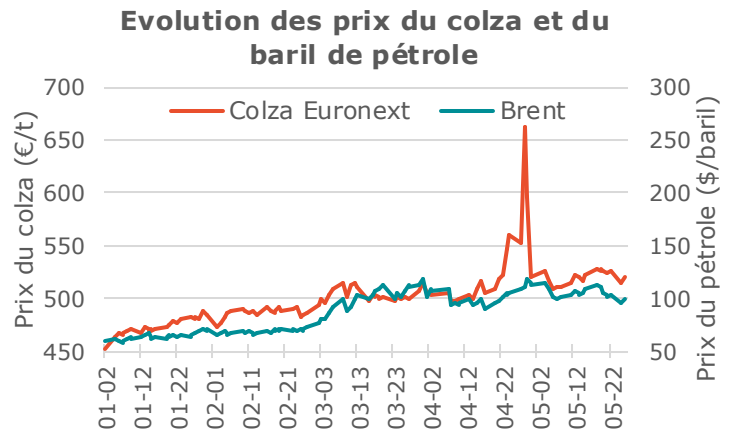
Après un point bas à 450 €/t en début d'année, les cours du colza ont beaucoup progressé au premier semestre 2026. Sur Euronext, l'échéance mai 2026 a évolué au rythme du conflit en Iran et des annonces sur le détroit d'Ormuz. La hausse s'est accélérée fin avril à l'approche de la fin de cette échéance. Les échéances nouvelle récolte ont aussi progressé, le contrat août 2026 dépassant 520 €/t, un niveau inédit depuis le début de campagne. Sur le marché physique français, les prix FOB Moselle sont passés d'environ 455 €/t début janvier à près de 580 €/t fin avril.

Cette fermeté des cours intervient pourtant dans un contexte d'offre mondiale abondante, estimée par l'USDA à 95,5 Mt en 2025/26, contre 83,6 en moyenne quinquennale ; une tendance qui devrait se poursuivre en 2026/2027.

Le principal soutien du marché provient de l'environnement énergétique. La hausse des prix du pétrole, alimentée par les tensions géopolitiques, stimule la demande en huiles végétales destinées au biodiesel. Malgré une trituration qui progresse en Amérique du Sud et quelques replis du pétrole ayant temporairement freiné la hausse, l'huile de colza départ Rotterdam a approché 1 390 \$/t fin avril.

De plus, en mai, les cours sont soutenus par des retards de semis au Canada, premier producteur mondial, à cause d'une météo froide et humide. La crainte d'une baisse des disponibilités soutient les prix malgré un récent reflux du Brent.

Le marché des tourteaux reste aussi très volatil. Le



Chambres d'agriculture France, Mes M@rchés

tourteau de colza rendu Rouen est passé de 448 €/t début janvier à un pic de 525 €/t mi-mars, porté par la fermeté des graines et une demande soutenue des fabricants d'aliments. Les cours ont ensuite reflué, puis sont repartis à la hausse dans le sillage de la graine et du soja, en raison de quoi la demande d'alimentation animale est timide.

À court terme, le marché du colza devrait rester très sensible aux évolutions géopolitiques et énergétiques, malgré des fondamentaux mondiaux orientés vers une hausse de la production.

Contact : Eugénie Moret
CDA France



SOJA : LE PARADOXE DE L'ABONDANCE FACE AU CHOC ÉNERGÉTIQUE

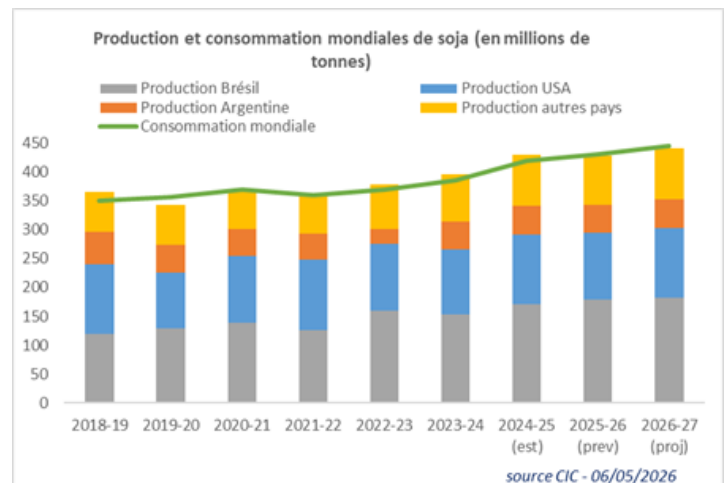
Le marché du soja est actuellement tiraillé entre les perspectives de récolte record en Amérique du Sud et les coûts de production et de logistique en hausse, conséquences de la guerre au Moyen-Orient.

L'Amérique latine confirme son rôle de grenier à soja pour la campagne 2025/26. Avec une production prévue à 227 Mt, le Brésil et l'Argentine représentent plus de la moitié de la production mondiale estimée à 428 Mt.

La disponibilité du soja reste toutefois perturbée par les défis logistiques liés au conflit au Moyen-Orient qui renchérit les coûts de transport et limite les flux. Le point le plus critique en la matière est la stratégie de rétention de certains agriculteurs qui préfèrent stocker leur récolte plutôt que de la vendre, misant sur une augmentation des cours du soja ou de baisse du prix des engrais.

Cette situation a un impact direct sur le marché : les acheteurs rencontrent des difficultés à trouver du soja disponible immédiatement à des coûts raisonnables. Aux Etats-Unis, la demande intérieure d'huile de soja atteint des sommets, créant une compétition directe avec la demande en soja pour l'alimentation humaine.

La stratégie des acheteurs s'oriente vers la sécurisation de l'énergie et la constitution de stocks de précaution. Cette demande empêche les prix de la fève de soja de s'effondrer en les maintenant aux alentours de 376€/t à Chicago. Toutefois, le prix payé par un acheteur européen se situe entre 415 et 430€/t, renchéri par l'augmentation des frais de transport, d'assurances et de trituration.



En France, l'objectif des 250 000 ha visé par le Plan protéines en 2025 n'a pas été atteint. La sole nationale s'étendait sur 166 000 ha en 2024/25. L'entrée en vigueur du Règlement sur le Déforestation Importée en 2026 pourrait renforcer l'attractivité du soja français. Paradoxalement, la crise au Moyen-Orient pourrait aussi doper l'implantation de soja en France. Cette légumineuse, capable de fixer l'azote de l'air, serait privilégiée à la culture du maïs très gourmande en engrais azotés. Si la demande pour une origine locale s'accroît, la rentabilité pour l'agriculteur face aux importations reste le principal point de vigilance.

Contact : Sabine Calmettes
CRA Occitanie



PROTÉAGINEUX : UNE BALANCE UE GLOBALEMENT STABLE POUR 2026

La production européenne de protéagineux est annoncée stable pour 2026, à 5,4 millions tonnes, elle ne satisfait pas la demande, stable également à 6 millions tonnes. Les marchés extérieurs compensent le manque, sur fond de baisse des volumes échangés (-8 % imports et -15 % exports). La surface cultivée est en léger repli (-6 %), pour la première fois en 5 ans, mais reste nettement supérieure à la décennie passée.

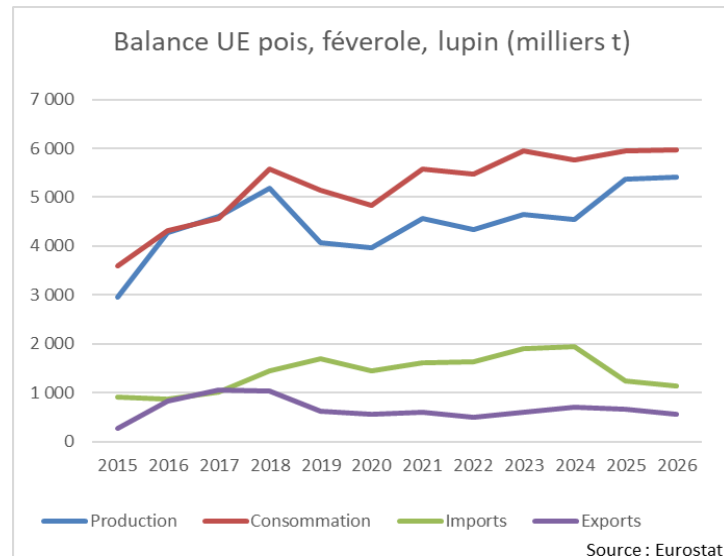
La balance est équilibrée entre production et consommation pour les pois, excédentaire pour la féverole, mais sensiblement déficitaire pour les lupins, lentilles et pois chiches. La France reste le premier producteur de protéagineux, avec 20 % du volume total de l'UE. Elle est suivie par l'Allemagne (17 %), puis la Pologne, qui se distingue surtout par la production de lupins (80 % du volume UE) et malgré des rendements par hectare nettement inférieurs. L'Espagne est également un producteur notable de pois (12 %), et la Lituanie contribue pour 16 % aux volumes de féverole.

En France, la production de pois augmenterait de 20 % en 2026, à 586 000 t, à la faveur de bons rendements et d'une diminution de surface modérée. La tendance d'implantation reste à la baisse, avec des volumes deux fois inférieurs aux années 2000-2010.

La féverole voit sa surface augmenter de 40 %, avec une production totale de 283 000 t, en croissance de 31 %. Elle confirme un regain d'intérêt depuis 10 ans et atteint 112 000 ha.

Les lentilles et pois chiche, malgré leur place croissante dans l'assolement (10 % et 8 % des protéagineux), ne font pas encore l'objet de prévisions de surface et volume, mais devraient être intégrés pour la prochaine campagne.

Les lupins poursuivent leur diminution, ils occupent une place anecdotique dans l'assolement (1 % des protéagineux), la production 2026 est estimée à 8 000 t.



Les prix de vente sont sous pression en 2026, sous le double effet de récoltes records en 2025 chez de grands producteurs (Canada, Russie, Australie), et dans le sillage des céréales et du soja, qui orientent le marché avec des arbitrages de formulation dans l'alimentation animale. Les usages en alimentation humaine augmentent doucement mais ne suffisent pas encore à soutenir les cours. Les pois affichent un prix de 220 €/t en début d'année, soit presque 80 € de moins que l'an passé. La féverole plafonne à 240 €/t, contre 300 € à la même période en 2025.

Côtés légumes secs, les lentilles subissent également le contrecoup des bons rendements passés, et des stocks importants au Canada. Les prix descendent à 600 €/t en 2026, quand ils atteignaient 900 €/t en 2024, remettant en cause l'attractivité de la culture. La faible taille du marché international le rend cependant sensible à des retournements rapides, en lien avec la demande en Inde et en Asie. Les autres productions souffrent de la même façon : lupins autour de 220 €/t et pois chiches à 825 €/t.

Contact : Sébastien Jeantils
CRA Bourgogne-Franche-Comté



BETTERAVES : DES EXCÉDENTS MONDIAUX ATTENDUS, DES PRIX EN REPLI

Le marché mondial du sucre demeure volatil, les cours mondiaux restant particulièrement sensibles aux aléas climatiques ainsi qu'aux arbitrages entre production de sucre et d'éthanol. Selon les dernières prévisions de S&P Global, la campagne 2025/2026 devrait enregistrer un excédent de 0,8 Mt, avec une production mondiale estimée à 191 Mt. Pour 2026/2027, la production atteindrait près de 194 Mt, contre une consommation évaluée à 192 Mt, soit un surplus attendu de 1,9 Mt.

Au Brésil, premier exportateur mondial, la campagne 2025/2026 se traduit par une production de canne estimée à 673,2 Mt, en recul de 1 % sur un an. Les rendements diminuent de 3 %, à 75,2 t/ha, malgré une hausse des surfaces de 2 %, atteignant 9 Mha. La production de sucre devrait s'établir à 44,2 Mt, confirmant un niveau de production parmi les plus élevés jamais observés. Dans le même temps, les exportations brésiliennes reculeraient de 3 %, à 34,1 Mt.

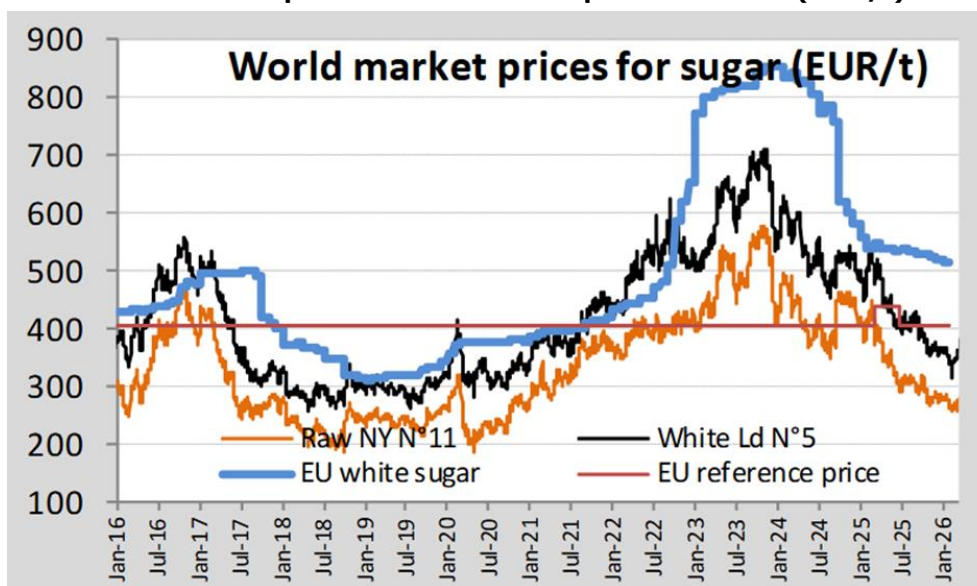
En Thaïlande, la production de sucre est attendue à 11,8 Mt pour 2025/2026. Les perspectives pour 2026/2027 apparaissent cependant moins favorables, avec une production projetée à 10,7 Mt (-8 %), dans un contexte marqué par des incertitudes économiques et logistiques.

En Inde, la production de sucre rebondit de 8 % après les difficultés climatiques des campagnes précédentes, pour atteindre 27,7 Mt. Toutefois, de fortes pluies ont entraîné l'arrêt anticipé de plusieurs usines ces dernières semaines, pesant sur les perspectives de la prochaine campagne. La production de sucre est ainsi attendue à 30,2 Mt pour 2026/2027, tandis qu'environ 4,1 Mt seraient orientées vers la production d'éthanol.

Dans l'Union européenne, le prix moyen du sucre blanc s'établit à 510 €/t en mars 2026, contre 550 €/t un an plus tôt. Cette baisse s'explique notamment par les perspectives d'excédent sur le marché mondial et par une demande internationale jugée moins dynamique. Malgré ce recul, les prix demeurent nettement supérieurs aux niveaux observés avant 2021.

En France, la production de sucre est estimée à 4,8 Mt, dans un contexte de recul des surfaces betteravières de 5 % par rapport à 2025. Les risques liés à la jaunisse, le recul des cours du sucre et la hausse des charges continuent de fragiliser la rentabilité de la culture betteravière.

Evolution des prix mondiaux et européens du sucre (en €/t)



Source: DG AGRI

Contact : Amandine Legierski
CRA Hauts-de-France

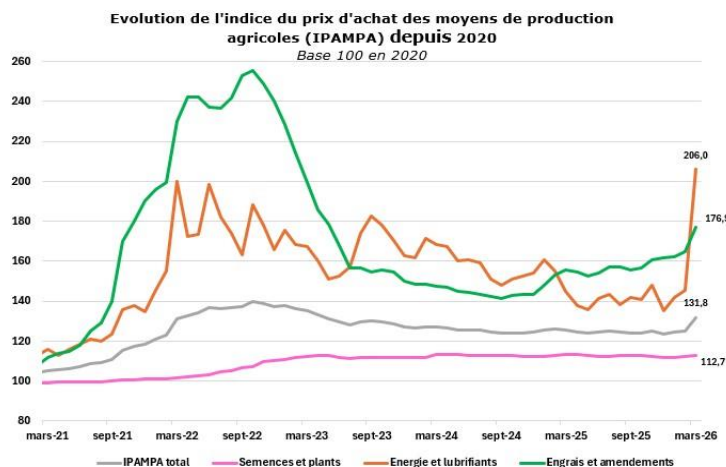


INTRANTS : UN MARCHÉ CAPTIF DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Dans un contexte marqué par le déclenchement du conflit en Iran, l'indice du prix d'achat des intrants agricoles a atteint 131,8 en mars, en hausse de 5,2 % sur un an. Cette flambée est portée par le poste énergétique, qui bondit de 42 % sur un an comme sur un mois. En effet, la fermeture du détroit d'Ormuz a immédiatement propulsé le prix du baril de Brent (atteignant jusqu'à 125 \$ au 30/04), entraînant dans son sillage une hausse brutale du GNR. Cette tension intervient en pleine période de travaux agricoles, lorsque la demande en carburant est traditionnellement élevée. Le prix du gaz affiche une détente de -5%, en raison des ajustements des anticipations de la part des opérateurs après le pic observé en début de mois.

Les engrais et amendements continuent de subir une hausse des prix, dans un contexte de prix déjà élevés depuis le 1^{er} trimestre 2025. S'observe ainsi une corrélation négative entre le prix du gaz et des engrais européens, tirée par une demande soutenue en engrais avec la mise en place des politiques de restriction d'exportation en Russie et en Chine. L'ammonitrate, principal engrais utilisé par les céréaliers européens, a ainsi vu son prix progresser de 16 % sur un an.

Quant à l'urée, son prix a plus que doublé depuis le début du conflit. Si ces hausses n'affecteront pas la campagne 2025-2026 - les achats ayant été largement anticipés en prévision de l'entrée en vigueur du MACF - elles risquent en revanche de peser lourdement sur la campagne 2026-2027. D'autant plus que le rétablissement du marché risquera d'être lent...



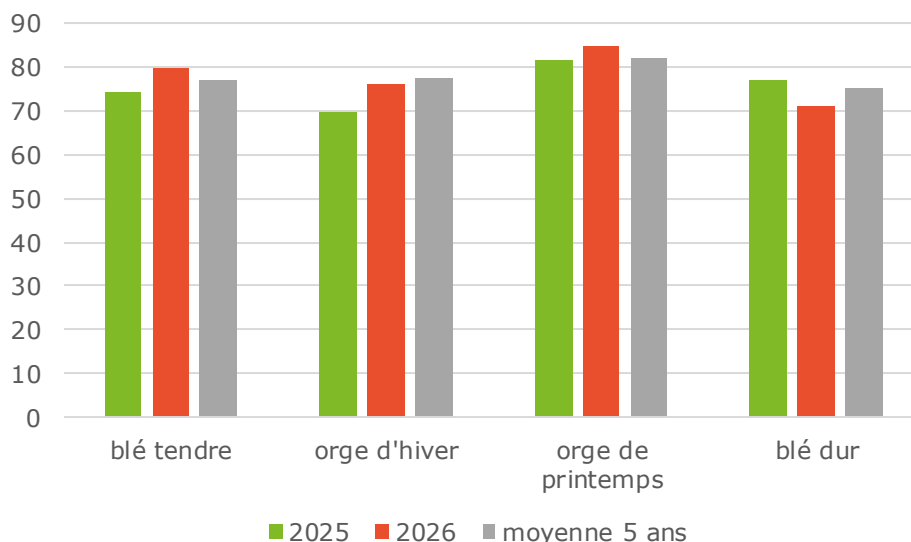
Source : Agreste

Contact : Méлина Bonnet
CRA Centre-Val de Loire



CONDITIONS DE CULTURE

Proportion de cultures en conditions bonnes à très bonnes (au 7 mai 2026)



Source : FranceAgriMer – réseau Céré'Obs

Les estimations de surfaces établies par Agreste au 12 mai révèlent une diminution de la sole de céréales en France (-0,9 % par rapport à l'année 2025 hors maïs fourrage), principalement du fait du recul important des surfaces de maïs (-170 000 ha, en repli de -10,6 % par rapport à l'année dernière). Les surfaces de blé tendre progressent légèrement (+2,6 %). En revanche, les surfaces d'oléo-protéagineux progressent fortement (+7,3 %), portées par la hausse de la sole de colza, tournesol et soja.

D'après les données du réseau Céré'Obs, le pourcentage des surfaces en bonnes et très bonnes conditions se révèle, en semaine 18 (se terminant au 7 mai), sensiblement supérieur à l'année dernière, à l'exception du blé dur. Les pluies du mois de mai ont été bénéfiques aux régions en stress hydrique, à l'instar de l'Ouest de la France.

Contact : Marine Raffray
CDAF



VERS UNE SORTIE DE CRISE POUR LES CÉRÉALES BIOLOGIQUES ?

Après plusieurs années de recul, le marché des produits biologiques semble retrouver une dynamique plus favorable. Depuis 2024, la consommation bio est repartie légèrement à la hausse, portée principalement par les magasins spécialisés. Une tendance qui semble se confirmer en 2025 avec un retour progressif de la croissance en grande distribution.

La crise du marché biologique s'était particulièrement abattue sur les productions animales. Or, les grandes cultures biologiques dépendent fortement de ces débouchés, notamment via l'alimentation animale. Le recul de la demande en produits animaux bio a ainsi progressivement pesé sur les besoins en céréales biologiques.

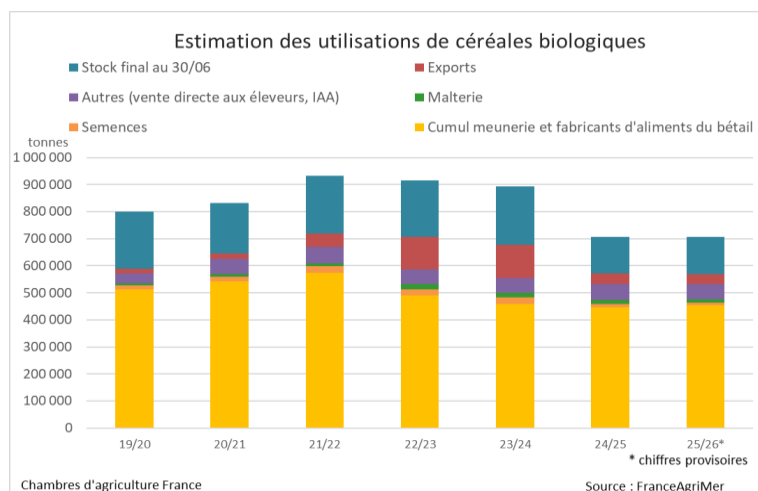
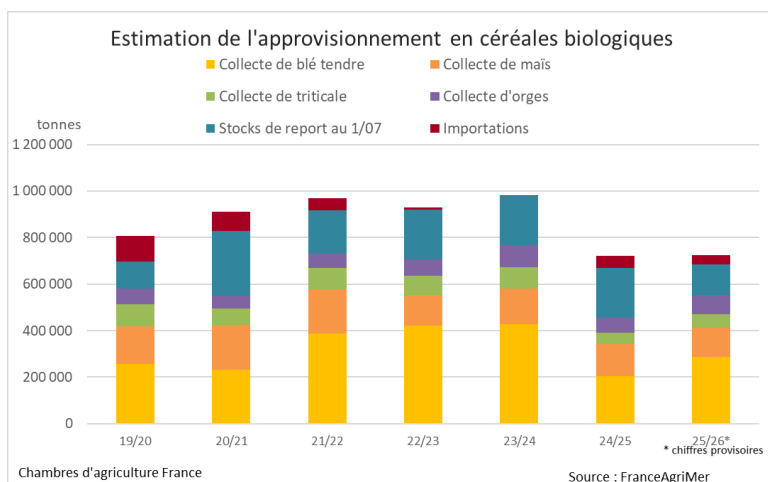
Ce décalage explique le caractère plus tardif de la crise observée dans les grandes cultures. Alors que les utilisations commençaient à se stabiliser en 2024, la collecte de céréales bio enregistrait au contraire une forte baisse.

Après une collecte exceptionnelle en 2023, qui avait entraîné d'importants déclassements de production, la campagne suivante a été marquée par une nette contraction des volumes. Si cette baisse s'explique principalement par les très mauvaises conditions climatiques de 2024 qui ont fortement affecté les rendements, elle témoigne également d'une contraction des débouchés observée depuis plusieurs campagnes et du ralentissement des conversions. Les stocks accumulés lors des campagnes précédentes ont néanmoins permis d'amortir en partie les effets de cette faible récolte et de maintenir les approvisionnements de la filière.

La campagne 2025/26 montre malgré tout quelques signes d'amélioration. Au 1er avril 2026, la collecte de céréales biologiques progressait de 23 % par rapport à la campagne précédente. Malgré ce rebond, les volumes demeurent inférieurs d'environ 13 % à la moyenne quinquennale, traduisant une filière encore en phase d'ajustement après plusieurs années de crise. Les céréales en conversion (C2) affichaient elles aussi une progression de 29 % en janvier 2026. Cependant, leurs volumes restent inférieurs de 85 % à la moyenne des cinq dernières années, illustrant le net ralentissement des conversions depuis 2022. La vague de déconversions semble désormais s'atténuer, laissant entrevoir une possible stabilisation des surfaces pour les prochaines campagnes.

Du côté des débouchés, les utilisations repartent légèrement à la hausse, avec toutefois des disparités par production. Les utilisations en meunerie progressent légèrement en 2026, soutenues notamment par la contractualisation en blé tendre destinée à la boulangerie artisanale. Les fabricants d'aliments du bétail ont augmenté leurs utilisations, +21 % pour les orges fourragères, +7 % pour le triticale mais en recul de 5% pour le maïs. Ce segment reste pénalisé par la baisse des débouchés en volailles bio dans un contexte encore marqué par les conséquences des épisodes de grippe aviaire.

Les exportations de blé fourrager restent orientées à



la baisse tandis que celles d'orges fourragères progressent fortement (+26 %). Dans le même temps, les importations repartent à la hausse pour la deuxième année consécutive après leur fort recul au cœur de la crise. Les augmentations sont particulièrement marquées pour le triticale (+70 %) et le maïs (+71 %), pour compenser les faibles disponibilités françaises et les stocks tendus.

Si plusieurs indicateurs témoignent d'une stabilisation progressive du marché, les grandes cultures biologiques restent encore éloignées des niveaux observés entre 2021 et 2023. La filière semble désormais sortir de la phase la plus aiguë de la crise, mais demeure engagée dans une période de réajustement marquée par la prudence des producteurs comme des opérateurs.

Contact : Magali Catteau
CDAF